

# INSTRUCTION

N° 00-057-B3 du 3 juillet 2000

NOR : BUD R 00 00057 J

Texte publié au BOCP

MONTANT DE LA MAJORATION POUR ASSISTANCE D'UNE TIERCE PERSONNE PRÉVUE  
PAR L'ARTICLE L. 30 DU CODE DES PENSIONS CIVILES ET MILITAIRES DE RETRAITE

## ANALYSE

Modification de l'indice servant de base de calcul.

Date d'application : 15/04/2000

## MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; PENSION ; MAJORATION POUR ASSISTANCE D'UNE TIERCE PERSONNE ;  
INDICE MAJORÉ ; MODIFICATION

## DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 65-10-B3 du 2 février 1965 -  
Instruction n° 69-14-B3 du 27 janvier 1969 -  
Instruction n° 79-131-B3 du 3 septembre 1979

## DOCUMENTS À ABROGER

Néant

## DESTINATAIRES POUR APPLICATION

CRP	TGE	TOM.										

## DIFFUSION

CS 21

*DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*5<sup>ème</sup> Sous-direction - Bureau 5C*

La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 (J.O du 13 avril 2000, pages 5646 à 5654) relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations a modifié les bases de calcul de la majoration tierce personne prévue par l'article L. 30 du code des pensions civiles et militaires de retraite.

Le paragraphe 1 de l'article 33 de la loi susvisée (Annexe) remplace ainsi l'indice brut 125 servant de base au calcul de cet avantage par "l'indice brut afférent à l'indice 100 prévu par l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948".

Conformément au décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié par le décret n° 99-943 du 12 novembre 1999, cet indice est actuellement égal à l'indice majoré 204 (indice brut 164).

Cette mesure s'applique à compter du 15 avril 2000, date d'entrée en vigueur de la loi du 12 avril 2000, et concerne les majorations pour l'assistance d'une tierce personne accordées tant en application de l'article L. 43 du code des pensions de retraite issu de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, tel que modifié par la loi n° 62-873 du 31 juillet 1962, que de l'article L 30 précité.

Les titres adressés par le service des pensions comporteront désormais les mentions suivantes :

- si la date de jouissance de la majoration pour l'assistance d'une tierce personne est antérieure au 15 avril 2000 : "sur la base de l'indice 125 jusqu'au 14 avril 2000 puis sur l'indice brut afférent à l'indice 100 prévu par l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948" ;
- si la date de jouissance de la majoration pour l'assistance d'une tierce personne est postérieure au 15 avril 2000 : "sur la base de l'indice brut afférent à l'indice 100 prévu par l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948".

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR, CHARGÉ DE LA 5<sup>ÈME</sup> SOUS-DIRECTION

JEAN-FRANÇOIS BERTHIER

ANNEXE : Article 33 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000.

Article 33

I. - Au deuxième alinéa de l'article L. 30 du code des pensions civiles et militaires de retraite, les mots : « indice réel correspondant à l'indice brut 125 » sont remplacés par les mots : « indice brut afférent à l'indice 100 prévu par l'article 1er du décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 ».

II. - 1. Il est inséré, après le premier alinéa de l'article L. 28 du même code, un alinéa ainsi rédigé :

« Le droit à cette rente est également ouvert au fonctionnaire retraité qui est atteint d'une maladie professionnelle dont l'imputabilité au service est reconnue par la commission de réforme postérieurement à la date de la radiation des cadres, dans les conditions définies à l'article L. 31. Dans ce cas, la jouissance de la rente prend effet à la date du dépôt de la demande de l'intéressé, sans pouvoir être antérieure à la date de publication de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Il en est également ainsi lorsque l'entrée en jouissance de la pension est différée en application de l'article L. 25 du présent code. »

2. Le deuxième alinéa de l'article L. 30 du même code est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Le droit à cette majoration est également ouvert au fonctionnaire relevant du deuxième alinéa de l'article L. 28. ».